

La Chine contrôle le narratif des médias dans 16 pays, la France y compris



[Source : epochtimes.fr]

[Illustration : Un panneau d'affichage électronique loué par Xinhua, l'agence de presse exploitée par le régime chinois, à Times Square, New York, le 1er août 2011. (Stan Honda/AFP via Getty Images)]

[NDLR Noter que The Epoch Times est un média d'opposition au gouvernement chinois. Le terme « contrôle » est sans doute un peu excessif et « influence » serait sans doute plus approprié, car les médias occidentaux sont aussi partiellement financés par exemple par des entreprises pharmaceutiques et par la fondation Bill et Melinda Gates.]

Par JOHN MAC GHLIONN

Ce n'est un secret pour personne que le Parti communiste chinois (PCC) dirige un empire médiatique étroitement contrôlé et soigneusement huilé. Cette vaste activité atteint pratiquement les quatre coins du globe, influençant les narratifs et façonnant l'esprit des masses.

Ces dernières années, le PCC a intensifié ses efforts pour exercer un contrôle total sur le narratif mondial. Certains pays sont particulièrement réceptifs aux exigences du PCC. Un récent rapport, publié par Freedom House, a identifié un certain nombre de pays où l'ingérence de la Chine est particulièrement forte. Il est inquiétant de constater que la France en fait partie.

Selon ce long rapport, intitulé à juste titre « *Beijing's Global Media Influence 2022 : Authoritarian Expansion and the Power of Democratic Resilience* » [L'influence médiatique mondiale de Pékin 2022 : l'expansion autoritaire et le pouvoir de la résilience démocratique] les efforts d'influence médiatique du PCC ont été jugés « élevés » ou « très élevés » dans 16 des 30 pays analysés. Sans surprise, Taïwan, les États-Unis, le plus grand rival de la Chine, et le Royaume-Uni, un pays ayant des liens étroits avec la Chine, ont connu les efforts d'influence les plus pénétrants. Parmi les autres pays qui ont également connu des niveaux intenses d'ingérence chinoise figurent l'Argentine, l'Italie, le Kenya, les

Philippines et l'Espagne. L'opération d'influence, comme on peut le constater, est planétaire.

Selon le rapport, le Nigeria, un pays de l'Afrique de l'Ouest, est particulièrement sensible à l'influence médiatique du PCC en raison de son penchant pour l'autoritarisme et du manque de liberté de la presse. Le gouvernement nigérian considère le régime chinois comme « *un modèle pour sa suppression de la liberté d'expression locale* ». En outre, le gouvernement nigérian utilisait (et utilise peut-être encore) « *des technologies exploitées par des entreprises basées en Chine à cette fin.* » Les responsables nigériens se sentent encouragés dans leur tentative d'imiter la Chine parce que l'opinion publique « *est très positive envers la Chine en tant que modèle économique.* » En fait, de nombreux Nigériens pensent que leur pays devrait chercher à imiter le modèle économique chinois, précise le rapport.

En France, le rapport note une augmentation des efforts d'influence de Pékin en France pendant la période 2019-21. Les diplomates chinois et les influenceurs liés à l'État chinois ont essayé de façonner les narratifs médiatiques sur la pandémie de Covid-19, notamment en attaquant la réponse de la France à la pandémie ou les journalistes et commentateurs français, tout en poussant également la propagande pro-Chine sur les médias sociaux.

L'une des principales stratégies de diffusion des médias d'État chinois est le contenu payant qu'ils achètent dans les principaux journaux français notamment, *L'Opinion, Le Figaro, Jeune Afrique, Le Parisien, Le Monde* et *Les Échos* pendant la période 2019-21. La chaîne de télévision TV5Monde a conclu un accord de promotion de contenu avec CCTV depuis 2014 et est membre du Belt and Road News Network.

L'ambassade de Chine en France a fait des efforts non dissimulés pour harceler et attaquer les journalistes et commentateurs français en ligne, dont beaucoup sont soumis au trolling, une escalade par rapport aux efforts antérieurs qui faisaient plus discrètement pression sur les médias afin qu'ils censurent une couverture jugée défavorable par l'ambassade chinoise. La plupart des grands médias français sont bloqués en Chine. Les journalistes français et les correspondants régionaux couvrant la Chine sont victimes de harcèlement physique et en ligne, poursuit le rapport.

La France a réagi par son gouvernement durant cette période en convoquant à deux reprises l'ambassadeur de Chine en réponse à ses menaces et aux attaques publiques de l'ambassade chinoise contre les médias, les parlementaires et les analystes français.

La publication en septembre 2021 d'un rapport de l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM) sur l'ampleur et la portée des opérations d'influence de Pékin dans le monde souligne la nécessité de suivre et de surveiller les campagnes de désinformation de manière plus systématique et plus complète.

Au Royaume-Uni, l'ingérence chinoise a été qualifiée de « très élevée ». Comme l'indique le rapport, du contenu payant de Huawei, apparaît régulièrement dans *The Economist*, or Huawei un géant chinois des télécommunications ayant des liens étroits avec le PCC. *Le Financial Times*, un autre tabloïd britannique de grande renommée, publie son côté le « *China Watch* ».

Il est intéressant de noter que le *Daily Mail and General Trust* est un membre de longue date du Belt and Road News Network (BRNN). Cette multinationale (le *Daily Mail and General Trust*) de médias publie le *Daily Mail*, le *Mail on Sunday*, *Metro*, *MailOnline* et *New Scientist*. Basé à Pékin et dirigé par le *Quotidien du peuple*, le principal porte-parole du PCC, le BRNN a été créé pour diffuser des contenus favorables à la Chine et à l'initiative Belt and Road du régime.

Comme le souligne le rapport de Freedom House, le *Quotidien du peuple* a un bureau au Royaume-Uni. D'autres voix médiatiques associées au PCC, notamment le *China Daily*, le *China Global Television Network* et la *Xinhua*, ont également des bureaux au Royaume-Uni.

De même, aux États-Unis, l'influence chinoise dans l'espace médiatique a été identifiée comme « très élevée ». Pendant des années, la Chine a influencé diverses plateformes de médias sociaux et volé des secrets du renseignement américains. Pourquoi le PCC ne tenterait-il pas d'influencer les opérations médiatiques ?

Au fil des ans, les méthodes déployées par les acteurs soutenus par le PCC ont évolué à une vitesse fulgurante. Pékin a injecté des sommes démesurées dans des campagnes de désinformation sophistiquées et dans l'embauche de divers influenceurs sur les médias sociaux. Il a également orchestré des cyberattaques contre d'importants organes de presse.

Les cyberintimidations à l'encontre des journalistes sont également « de plus en plus fréquentes », selon le rapport, car les médias d'État soutenus par le PCC « ont eu du mal à se faire une place aux États-Unis et l'opinion publique est devenue plus négative à l'égard de Pékin ».

Les auteurs du rapport ont identifié plusieurs grands organes de presse régionaux et nationaux qui ont publié des encarts publicitaires payés par des agences de presse directement associées au PCC. Parmi les contrevenants figurent le *Los Angeles Times*, *USA Today*, *CNN* et, de manière quelque peu surprenante, *Foreign Policy*. Par lae passé, le *New York Times* et le *Washington Post*, deux publications de premiers rangs avaient inclus des encarts payés par le PCC.

Le rapport explique également comment Huawei s'est fait connaître pour « subventionner des voyages de journalistes en Chine », alors même que les sénateurs américains ont longuement évoqué les dangers que représente le géant de la technologie chinoise.

Enfin, le rapport met en exergue les dangers que représentent les entreprises de médias sociaux basées en Chine, telles que WeChat de Tencent et TikTok de ByteDance, deux applications soutenues par le PCC qui comptent des dizaines de millions d'utilisateurs américains. Près de 25% de la population américaine utilise désormais TikTok, qui sert à la fois d'outil de surveillance et de machine de désinformation pour Pékin.

De Lagos à Los Angeles, « *Pékin redouble d'efforts dans sa campagne visant à contrôler l'image qu'il donne de lui dans le monde et à soumettre les médias étrangers à sa volonté* », a déclaré Michael J. Abramowitz, président de Freedom House. Cependant, comme le montre clairement le rapport, un certain nombre de pays, dont la Colombie et Israël, ont résisté à l'ingérence chinoise, refusant résolument de se plier aux exigences du PCC.

De manière quelque peu surprenante, les États-Unis, qui devraient être le pays le plus puissant du monde, n'en font pas partie. Les États-Unis, semble-t-il, ne parviennent pas à empêcher le PCC de façonner les narratifs consommés par tant d'Américains.